



Version du 08/11/2016, légèrement amendée suite aux discussions du CT architectes du 07/11/2016

Entre règles de l'art, systèmes de certification, labels et autres outils visant à améliorer la qualité du bâti et de l'acte de construire, les professionnels ont parfois du mal à se retrouver : c'est pour les aider à clarifier et structurer ces références qu'un guide pratique a récemment été édité sur le sujet.

Les édificateurs face aux 'règles de l'art'

Michel Procès, président du Comité Technique Architectes du CSTC

Thierry Loth, avocat

Les professionnels de la construction et, plus particulièrement, les maîtres d'œuvre disposent d'un très vaste arsenal d'outils de prescription (lois, règlements, normes, etc.).

Il faut cependant reconnaître que ce vaste ensemble – qui au niveau réglementaire se décline en fonction des différents niveaux de pouvoir (du niveau international au niveau local) - constitue un domaine touffu pouvant entraîner nombre de malentendus.

Citons par exemple la confusion liée à certaines dénominations :

- les '**Normes de base**' (relatives à la sécurité incendie), qui ne sont pas de véritables normes mais bien des textes réglementaires fédéraux ;
- les '**Règles de l'art**' elles-mêmes : pour les édificateurs, cette expression englobe l'ensemble des prescriptions, des plus réglementaires aux plus volontaires alors que pour les juristes, les règles de l'art sont à distinguer des impositions réglementaires et contractuelles.

Le récent **Guide pratique des règles de l'art** - publié aux Editions Larcier, voir référence ci-dessous-, combine l'expertise complémentaire d'architectes et de juristes et tente de structurer et clarifier cet ensemble d'informations, en commençant par circonscrire et définir la notion de « règle de l'art » dont le sens peut être parfois interprété différemment par les architectes et les juristes.

Cet ouvrage propose une présentation succincte et structurée des règles de l'art proprement dites:

- les **normes et documents normatifs**, européens ou belges, de plus en plus présents dans le cadre de la politique européenne d'ouverture des marchés afin de protéger le consommateur et à améliorer la qualité du bâti ;
- les **documents généraux de référence** (les Notes d'information technique du CSTC - NIT, les Dossiers techniques de l'ANPI – DT, etc.) ;
- les **cahiers de charges de référence** (en tant que documents spécialisés de prescription) ;
- les **autres références** (revues et articles des centres de recherche, ...) ;
- sans oublier les **usages artisanaux** (règles de l'art non écrites).

Ces différents outils de prescription ont chacun leur spécificité et peuvent concerner des objets différents, comme le montre le tableau suivant, extrait du guide :

ORGANISME ÉMETTEUR	TYPE DE DOCUMENTS		OBJET
Etat fédéral / Régions / Communautés	Lois et règlements		Prescriptions relatives aux ouvrages et produits
NBN	Normes (NBN, NBN EN, NBN EN ISO) (+ prescriptions et notes techniques)		Spécifications relatives aux produits (et aux ouvrages)
SPF Economie	Documents généraux de référence	Spécifications techniques STS	Exigences et performances attendues des ouvrages et produits
CSTC (+ ANPI, ...)		Notes d'Information Technique NIT (+ DT,...)	Prescriptions de conception et de mise en oeuvre
Donneurs d'ordre publics	Cahiers des charges de référence		Adaptation des prescriptions aux types de projet et de marché

Si ces différents documents de référence sont complémentaires, des recouvrements (voire parfois des différences) sont cependant inévitables, compte tenu de la chronologie différente qui préside à leur publication.

La temporalité des règles de l'art

L'une des spécificités les plus importantes de la notion de « règles de l'art » est son caractère évolutif. Or, si l'évolution de la technique est un processus continu, les documents de référence, eux, sont inévitablement datés :

- l'élaboration (et la publication) de ces documents, qui implique la concertation des différentes parties prenantes – organismes scientifiques et techniques, auteurs de projets, entrepreneurs, fabricants, etc. – demande en effet un certain temps ;
- compte tenu de l'intervalle de temps entre les mises à jour, un document peut devenir partiellement ou totalement obsolète.

Ceci implique pour les professionnels de la construction, l'obligation de se tenir régulièrement informé de l'évolution des règles de l'art et de leur « concrétisation » dans les différents textes de référence.

L'expertise du professionnel reste donc importante dans l'utilisation de ces références, sans perdre de vue les connections qui peuvent exister entre les différentes techniques et donc entre les différentes références qui les concernent (pensons au degré de finition des enduits, à concilier avec les travaux de peinture – voir notre rubrique de Vigilance technique du 4^e trimestre 2011).

Les tolérances

Un autre aspect important dans l'appréciation du respect ou non des règles de l'art est la question des tolérances, à savoir, les écarts acceptables entre ce qui est spécifié ou souhaité et ce qui est effectivement réalisé ou obtenu. Les tolérances sont en effet à l'origine de nombreux problèmes et discussions : elles représentent, avec les questions relatives à l'aspect, 16% des cas traités par le service des Avis techniques du CSTC.

La question des tolérances est reprise dans de nombreuses Notes d'information technique du CSTC : ces documents constituent des directives pratiques de mise en œuvre. Les NIT sont dès

lors souvent considérées par les édificateurs comme une codification des règles de l'art en ce qu'elles intègrent les prescriptions relatives aux matériaux, aux contraintes techniques ou budgétaires, ou encore aux prescriptions ou modes de calcul définis dans les publications situées en amont (réglementations, normes, etc.).

Les NIT servent immanquablement d'ouvrages de référence, notamment en cas de litige lorsqu'un règlement ou une norme fait défaut ou présente des lacunes. Non seulement donc elles s'appuient sur les lois, normes, STS et règlements, mais elles sont en outre, du point de vue des recommandations de mise en œuvre, le fruit d'un large consensus entre les représentants des entrepreneurs et divers spécialistes reconnus pour leur expertise (auteurs de projets, académiques, développeurs, ...).

Dans tous ces documents, les performances attendues peuvent être définies selon plusieurs niveaux ou degrés de tolérance. Libre au maître d'ouvrage ou à son architecte de les considérer comme trop laxistes ou trop sévères mais, sauf spécifications contractuelles imposant un autre degré de finition ou un autre seuil de tolérance, c'est bien aux textes existants et largement diffusés qu'il faudra s'en référer pour apprécier la recevabilité d'une critique dirigée à l'encontre du travail de l'entrepreneur, sous peine d'une totale insécurité juridique. Il importe donc que les spécificateurs définissent clairement le niveau attendu (dans leur cahier spécial des charges par exemple).

La rédaction du cahier spécial des charges reste donc la meilleure garantie d'un descriptif complet et univoque quant aux intentions du maître d'ouvrage et/ou de son architecte. C'est là qu'ils pourront *exprimer des prescriptions parfois plus exigeantes que certaines recommandations usuelles reprises dans les documents de référence* pour des raisons de qualité d'aspect notamment ou pour être plus en phase avec l'évolution des techniques ; ces prescriptions devant bien sûr rester en phase avec les méthodes et coûts de construction *(inutile par exemple de prescrire pour un béton coffré sur place une finition nettement plus exigeante que celle d'un béton préfabriqué en atelier, alors que les conditions de mise en œuvre sont plus difficilement maîtrisables)*.

Le rôle des intervenants dans l'acte de construire

Afin d'assurer le consensus de l'ensemble des intervenants dans l'élaboration des documents de référence, il importe que les architectes, *au même titre que les entreprises ou fabricants*, en soient partie prenante. Leur activité de coordination implique en effet tout particulièrement la prise en compte de multiples aspects et techniques, et donc de nombreuses références.

Leur participation au sein des Groupes de travail du CSTC (et plus particulièrement dans le CT « Architectes ») aide à relever les éventuels chevauchements et manques d'articulation ou d'harmonisation entre les multiples références. Elle permet également d'améliorer le retour d'expérience en ce qui concerne l'évaluation des conditions pratiques d'application des résultats concrets et des éventuels effets pervers d'impositions réglementaires, qui peuvent parfois mener à une déresponsabilisation de certains acteurs.

En savoir plus :

- Procès M., Haenecour O., Loth T. ; *Guide pratique des règles de l'art: Contraintes et signes de qualité dans la construction* ; publié aux Editions Larcier en décembre 2015.
[Consultez le résumé et la table des matières de l'ouvrage](#)
- L'Antenne-normes développée par le CSTC à l'attention des PME avec le soutien du SPF Economie : www.normes.be. Citons particulièrement l'AN 'Détails constructifs', faisant le lien entre des détails techniques types issus des récentes NITs et les documents de référence y afférant.

Depuis 2011, le Comité technique *Architectes* du CSTC, via sa rubrique de *Vigilance technique*, met régulièrement en évidence des points délicats rencontrés dans les projets et chantiers.

Retrouvez désormais tout l'historique de cette rubrique sur le site web du CSTC !

www.cstc.be/go/ctarchitectes

N'oubliez pas non plus : il vous est loisible de consulter en ligne l'agenda du CSTC, de souscrire au CSTC-mail et de télécharger gratuitement le CSTC-contact : <http://www.cstc.be>